

- Vu la Directive n° 04/2005/CM/UEMOA du 9 décembre 2005, portant procédures de passation, d'exécution et de règlement des marchés publics et des délégations de service public dans l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine ;
- Vu la loi n° 2011-37 du 28 octobre 2011 portant principes généraux, contrôle et régulation des marchés publics et des délégations de service public au Niger ;
- Vu le Décret n° 2016-641/PRN/PM du 1^{er} décembre 2016, portant code des marchés publics et des délégations de service public ;
- Vu le Décret n° 2011-687/PRN/PM du 29 décembre 2011, portant attributions, composition, organisation et modalités de fonctionnement de l'Agence de Régulation des Marchés Publics ;
- Vu le Décret n° 2004-192/PRN/PM du 06 juillet 2004, fixant les modalités de fonctionnement du Comité de Règlement des Différends ;
- Vu le Décret n° 2019-222/PRN/PM du 29 avril 2019, portant nomination des membres du Conseil National de Régulation ;
- Vu le Règlement Intérieur du Comité de Règlement des Différends
- Vu la Décision n°/PCNR/ARMP du 06 mai 2019, portant désignation des Membres du Comité de Règlement des Différends ;
- Vu le courrier en date du 22 janvier 2021 du mandataire du groupement CIEMALI SA SOMIBA TP-BIS TP ;
- Vu les pièces du dossier ;
- Vu le rapport d'instruction entendu ;

LE COMITE DE REGLEMENT DES DIFFERENDS

du 18 février 2021 sur l'examen au fond du recours de du groupement CIEMALI SA-SOMIBA TP-BIS TP, sis à Nouakchott-Mauritanie, Tel : (00222) 45258097/96 82 05 07 contre l'Agence Nigérienne pour les Travaux d'Intérêt Public pour l'Emploi (N.I.G.E.T.I.P), relatif à l'Appel d'Offres International 002/2020NGTP/DG/DT, portant réalisation de trente (30) Mini Adduction en Eau Potable (A.E.P) multi villages et deux (02) A.E.P multi villages dans les régions de Dosso, Maradi, Tahoua et Tillabéri.

Agence de Régulation des Marchés Publics



REPUBLIQUE DU NIGER
CABINET DU PREMIER MINISTRE

Décision N° _____/ARMP/CRD

000011

LE 10-3 MARS 2021
COPIE CERTIFIEE
CONFORME A L'ORIGINAL
AGENCE DE REGULATION
DES MARCHES PUBLICS

Selon le requérant, les documents juridiques qu'il a présentés sont bien lisibles et au cas échéant, il suggère une seconde lecture desdits documents. Relativement au grief portant sur les versions non

1. Sur l'illisibilité des documents juridiques des membres du groupement d'entreprises :

Il soutient à l'appui de son recours les arguments ci-après :

Par lettre du 18 janvier 2021, reçue le même jour, le mandataire du Groupement a introduit un recours préalable pour contester les motifs du rejet de son offre.

- la caution de soumission n'est pas libellée au nom exact du groupement ;
- l'attestation de capacité financière est libellée au nom d'un membre du groupement en lieu et place du groupement.
- les documents juridiques des entreprises membres du groupement produits sont illisibles, ne sont pas en version originale et les copies ne sont pas légalisées ;
- le code de conduite E.S.H.S n'est pas fourni dans l'offre ;
- les pièces administratives et les diplômes du personnel présentés ne sont ni en version originale, ni certifiées conformes ;
- la caution de soumission n'est pas libellée au nom exact du groupement ;
- l'attestation de capacité financière est libellée au nom d'un membre du groupement en lieu et place du groupement.

Par courrier N°NGTP/DG/DT/CP/2021/240 du 12 janvier 2021, le Directeur Général par intérim de la N.I.G.E.T.I.P, Personne Responsable du Marché, a notifié au mandataire du groupement CIEMALI SA-SOMIBA TP- BIS TP, le rejet de son offre relative au lot 1 pour les motifs suivants :

AU FOND

Il y a lieu à présent de procéder à son examen au fond.

Le recours a été introduit dans les formes et délais prévus par la loi et a été déclaré recevable par décision n°06/ARMF/CRD du 28 janvier 2021 du Comité de Règlement des Différends.

EN LA FORME

Sans que les présentes qualités puissent nuire ni préjudicier aux droits et intérêts respectifs des parties en cause mais au contraire sous les plus expresses réserves de fait et de droit.

L'Agence Nigérienne de Taux d'Intérêt Publics pour l'Emploi, Défenderesse, d'autre part ;

Et

Le groupement CIEMALI SA – SOMIBA TP – BIS TP, Demandeur d'une part ;

Entre

Statuant en matière de règlement de différend relatif à l'attribution de marchés publics, en sa session du jeudi 18 février deux mille vingt et un à laquelle siégeaient Messieurs MAMODOU MAIKIBI, Président Comité de Règlement des Différends, ZARAMI ABBA KIARI, OUMAROU MOUSSA, Mesdames MAMANE AMINATA MAIGA HAMIL, SEYNI KADIDIA JOSEPHINE et ALI MARIAMA IBRAHIM MAIFADA, tous Conseillers à l'Agence de Régulation des Marchés Publics, membres dudit Comité, assisté de Messieurs YACOUBA SOUMANA, Directeur de la Réglementation et des Affaires Juridiques et ELHADJI MAGAGI IBRAHIM, Chef de Service du Contentieux, assurant le secrétariat de séance ; après en avoir délibéré conformément à la loi, le Comité de Règlement des Différends, a rendu la décision dont la teneur suit :

Groupeement au DAO

1. Sur la non-conformité des documents juridiques et pièces administratives des membres du

Le requérant soutient qu'en cas de groupeement d'entreprises conjointes et solidaires, si un des membres présente le document délivré par sa banque pour le montant demandé par le DAO, la couverture escomptée par la demande dudit document est invariable et reste au nom du groupeement. Par lettre N°NGT/P/DG/DT/CP/2021/2 du 20 janvier 2021, le Directeur Général par intérim de la NIGETIP a pour sa part, en réponse au recours préalable développé les éléments les arguments suivants :

en lieu et place du groupeement

5. Sur le grief relatif à l'attestation de capacité financière libellée au nom d'un membre du groupeement

signature.

Numéro d'identification Fiscale (N.I.F.), le nom du pays du soumissionnaire, le numéro et la nature de l'appel d'offres, le lot concerné, le montant de la caution. Du reste, il ajoute que concernant les documents administratifs, dans le cadre de la passation des marchés de travaux financés par la Banque Islamique du Développement (B.I.D.), pour lesquels il a l'habitude de soumissionner, la non-conformité de ces documents ne doit pas constituer un motif de rejet d'une offre et il estime que la PRM avait la possibilité de demander dans le cas d'espèce, au soumissionnaire de les produire dans un certain délai après l'attribution du marché avant sa signature.

Sur ce point, le requérant soutient que contrairement aux allégations de la PRM selon lesquelles la caution de soumission n'est pas libellée au nom exact du groupeement, que ce point ne peut pas constituer un grief dès lors que toutes les adresses concernant ledit groupeement apparaissent sur le Numéro d'identification Fiscale (N.I.F.), le nom du pays du soumissionnaire, le numéro et la nature de l'appel d'offres, le lot concerné, le montant de la caution.

4. Sur la non-conformité de la caution de soumission

Il indique que dans son Pays (en Mauritanie), les documents administratifs, particulièrement les diplômes, les cartes grises du matériel et les attestations de bonne fin sont remises une seule fois aux ayants droits et qu'il ne peut donc pas les produire dans une offre.

3. Sur la non-conformité des documents administratifs, CV et diplômes du personnel

Le groupeement soutient avoir produit dans son offre, un code de conduite E.S.H.S au niveau du sous-chapitre 6, intitulé « mesures environnementales et sécurité » du chapitre 5 relatif à la « Méthodologie ».

2. Sur le défaut de production du code de conduite (ESHS)

Il a été justifié demandé que ladite convention soit conjointe et solidaire et être signée par tous les membres du groupeement. DAO, n'a nulle part exigé que la convention de groupeement d'entreprises soit notariée ou légalisée. originales des documents et des copies non légalisées contenus dans son offre, il précise que le

A ce sujet, la NIGETIP a précisé que l'IS 20.1 des Données Particulières de l'Appel d'Offres du DAO exige en plus de l'original de l'offre, trois (03) copies, ce que le groupe CEMALI SA SOBAMI TP-BIS TP n'a pas fait en transmettant par voie électronique des documents scannés

La PRM a relevé que :

Au niveau du personnel et du matériel

- les diplômes présentés par le groupe sont tous des copies non légalisées et non conformes à l'IS 11.1(k) du DAO,

- le CV du directeur des travaux n'est ni daté ni signé et tous les CV produits ne sont pas accompagnés de lettre d'engagement conformément à l'IS précitée ;
- le conducteur des travaux et l'électromécanicien proposés ne répondent pas aux qualifications requises ;
- le groupe n'a pas apporté les preuves de la propriété ou de la location du matériel figurant sur la liste proposée conformément à l'IS sus visée ;
- les copies des cartes crises des véhicules proposés ne sont pas également légalisées ;
- aucun reçu ou facture d'achat de matériel non roulant n'est joint à la liste du matériel présente.

Au niveau administratif :

- les attestations de bonne fin, la déclaration de modification de ré-immatriculation de CEMALI SA, la déclaration aux fins d'immatriculation de la SOMIBA TP, le RCCM de BIS TP SARL, produits dans l'offre ne sont pas légalisées conformément à l'IS 11.1 du DAO ;
- les attestations sur les chiffres d'affaires ne sont pas signées et certifiées par l'autorité compétente ;
- les comptes de résultat du consortium ne sont pas signés et ne sont pas certifiés conformes ;
- le certificat de non faillite du même consortium date de 2019 au lieu de 2020 et doit dater de moins de trois (3) mois par rapport à la date d'ouverture des offres (IS 11.1(g)).

La PRM, fait valoir que l'IS 11.1 (n) exige que « les Attestations de Situation Fiscale et de la Caisse de Sécurité Sociale soient présentées en version originale » et aucun membre du groupe CEMALI SA-SOMIBA TP-BIS TP n'a satisfait à cette exigence en produisant des copies non légalisées.

Elle ajoute que l'IS 11.1 (i) du DAO, validé par la BID indique que « tous les documents doivent faire partie intégrante de l'offre. Toutefois, l'absence d'un des documents des points (a à m) pourra entraîner une élimination de l'offre dès l'examen préliminaire ».

2. Sur la non-conformité de la caution de soumission et l'attestation de capacité financière

La NIGETIP précise à ce sujet que la caution de soumission n'est pas libellée au nom du groupe. L'attestation de capacité financière quant à elle, est libellée au nom d'un membre du groupe en lieu et place, du groupe. Ce qui est contraire à l'IS 11.1 (h) et (i) du DAO qui exige à chaque soumissionnaire de joindre à son offre, une caution de soumission et une attestation de capacité financière au nom du groupe.

3. Sur le défaut de fourniture du code de conduite ESHS

S'agissant du Code de conduite E.S.H.S, la NIGETIP soutient qu'à la lecture du chapitre 6 relatif aux mesures environnementales et sécuritaires de l'offre, le code proposé par le groupe ne cadre pas avec celui demandé dans le DAO, en ce sens qu'il s'est juste contenté d'indiquer la préservation de l'environnement sans aucun détails.

En effet, selon La PRM, le DAO a décrit les risques à prendre en compte dans le code de conduite, qui sont liés aux déplacements des travailleurs, aux maladies transmissibles, au harcèlement sexuel, aux violences à caractère raciste, à l'exploitation sexuelle et à l'abus sexuel, à la conduite illicite et à la criminalité, au travail des mineurs, à l'usage des substances illicites et à la préservation de l'environnement.

En outre, la N.I.G.E.T.I.P ajoute que dans le code E.S.H.S, le soumissionnaire doit indiquer les conditions de sa mise en œuvre, notamment, l'embauche, le contrat de travail, la formation, le suivi et le mécanisme envisagé pour remédier aux éventuelles infractions.

La PRM conclut qu'au vu de tout ce qui précède, l'offre du groupe CIEMALI SA-SOMIBA TP-BIS TP n'est pas conforme au DAO.

DISCUSSION

1. sur l'illisibilité des documents uriques de membres du groupement

Le Comité de Règlement des Différends, après examen du rapport d'instruction et suite aux débats, a constaté que tous les documents relatifs à l'offre du groupement CIEMALI SA-SOMIBA TP – BIS TP ont été scannés, ce qui viole l'IS 20.1 des DPAO du DAO qui indique que « outre l'originale, le nombre de copies demandé est de : trois (3) ».

Il a été également relevé que les documents juridiques appartenant aux entreprises membres dudit groupement notamment le Registre de Commerce et du Crédit Mobilier (RCCM) de la société dénommée Consortium Inter Entreprise du MALI (CIE MALI), son certificat de non faillite, le RCCM de la Société Mauritanienne Industrielle de Bâtiments et Travaux Publics (SOMIBA TP), son attestation de non faillite, le registre chronologique de l'entreprise de Bâtiment Industrie Service et Travaux Publics (BIS TP) SARL ainsi que son attestation de non faillite sont lisibles mais ne sont pas en version originale et sont non légalisés.

Cependant, le CRD relève que, contrairement aux dires de la NIGETIP, l'IS 11.1 (i) des DPAO n'a nulle part demandé que les documents juridiques soient en version originale ou être légalisés.

2. Sur le défaut de production du code de conduite E.S.H.S

Relativement à ce grief, après vérification de l'offre du groupement, le CRD a remarqué que ladite offre contient à la page 214, un code de conduite E.S.H.S au niveau du point 6 dénommé « Mesures environnementales et sécurité » du chapitre 5 sur la « Méthodologie ».

Sur la prétention de la PRM selon laquelle la caution de soumission n'est pas libellée au nom exact du groupement, Le CRD a constaté, après vérification du document relatif à ladite caution, délivrée par ORABANK Niger, qu'elle est au nom du groupement CIERIM SARL-SOMIBA TP alors même que le DAO exige une caution libellée au nom du groupement CIEMALI SA-SOMIBA TP-BIS TP.

5. Sur la non-conformité de la caution de soumission et de l'attestation de capacité financière

(i) des DPAO.

Il est à noter que les diplômes du personnel ainsi que les CV produits dans l'offre du groupement sont des copies non certifiées conformes aux originaux, lesdits CV n'ont pas été signés par leurs titulaires et ne sont pas accompagnés de lettres d'engagement contrairement au point k de l'IS 11.1.

4. Le grief relatif à la non-conformité des CV et diplômes du personnel

S'agissant de la conformité des cartes grises du matériel roulant jointes à l'offre du requérant, le CRD relève que le groupement a satisfait à cette exigence, en présentant des copies de ces documents en ce sens que le point m de l'IS 11.1 (i) du DAO a juste indiqué qu'il faut fournir la preuve formelle et fiable de la propriété ou de la location du matériel proposé en fournissant par exemple la carte grise, l'attestation de vente ou de location, l'attestation de détention.

A ce niveau, il est constaté que les copies de bilans des exercices de 2014 à 2018 produites par la société CIE MALI et SOMIBA TP sont certifiées par un comptable agréé et un cabinet d'expertise comptable, ce qui atteste de leur conformité au DAO.

- Sur la non-conformité des bilans et cartes grises du matériel roulant présentés

Le CRD a relevé que quatre (04) attestations de bonne exécution au nom des membres du groupement CIE MALI SA-SOMIBA TP-BIS TP produites sont des copies non légalisées. Néanmoins, le point j de l'IS 11.1 des DPAO a juste demandé aux soumissionnaires de joindre les documents énumérés ci-dessus, sans avoir précisé qu'ils doivent être en original ou en copie certifiées conformes.

que les diplômes du personnel

- Sur les attestations de bonne fin, les bilans financiers, les cartes grises du matériel roulant ainsi

préliminaire.

Contrairement aux exigences des points n et o de l'IS 11.1 (i) des DPAO de joindre des attestations de situation fiscales (ASF) et de la CNSS en original, le requérant n'a pas satisfait à cette exigence pour n'avoir pas joint ces documents à son offre. Cette clause du DAO indique que l'absence d'un document cité du point (a) à (m) pourra entraîner une élimination des offres dès l'examen préliminaire.

- sur les Attestations de Situation Fiscales (ASF) et de la CNSS

S'agissant de la non-conformité des documents administratifs produits dans l'offre du groupement, le Comité de Règlement des Différents fait les constats ci-après :

3. Sur la non-conformité des pièces administratives des membres du groupement

Toutefois, ce code n'est pas conforme à l'IS 11.1 (i) du DAO qui exige à ce qu'il soit détaillé en traitant de points sur le déplacement de la main d'œuvre, les maladies transmissibles, le harcèlement sexuel, la violence à caractère sexiste, l'abus sexuel, la conduite illicite, les stratégies de management et plans de mise en œuvre de gestion des risques.



Fait à Niamey, le 18 février 2021

- ✓ dit que le Secrétaire Exécutif de l'Agence de Régulation des Marchés Publics est chargé de notifier au groupement CIEMALI SA-SOMIBA TP-BIS TP, ainsi qu'à l'Agence Nigérienne pour les Travaux d'Intérêt Public pour l'Emploi, la présente décision qui sera publiée au Journal des marchés publics.
- ✓ confirme, les résultats de la commission d'évaluation et d'attribution du marché ;
- ✓ dit que cette décision est exécutoire, conformément à la réglementation en vigueur ;
- au code de conduite ESHS du DAO
- situations fiscales et de la CNSS, aux critères d'évaluation, à l'offre conforme pour l'essentiel et capacité financière, à la qualification du personnel, à la liste du matériel, aux attestations de 35.1 et la clause 3.2, respectivement relatifs à la garantie de soumission, à l'attestation de
- ✓ dit que le requérant n'a pas satisfait aux exigences aux points h, i, k, m, n, o des IS 11.1 (i), 20.1, TP contre la NIGETIP ;
- ✓ déclare, non fondé, le recours du mandataire du groupement CIEMALI SA-SOMIBA TP-BIS

PAR CES MOTIFS:

SOMIBA TP-BIS TP contre l'Agence Nigérienne pour les Travaux d'Intérêt Public pour l'Emploi.

Il y a lieu dès lors de déclarer, non fondé, le recours introduit par le groupement CIEMALI SA-SOMIBA TP-BIS TP contre l'Agence Nigérienne pour les Travaux d'Intérêt Public pour l'Emploi.

En considération de tout ce qui précède, il y a lieu, de dire que l'offre du groupement CIEMALI SA-SOMIBA TP-BIS TP n'a pas satisfait aux points h, i, k, m, n, o de IS 11.1 (i), 20.1, 35.1, la clause 3.2, respectivement relatifs à la garantie de soumission, à l'attestation de capacité financière, à la qualification du personnel, à la liste du matériel, aux attestations de situations fiscales et de la CNSS aux critères d'évaluation, à l'offre conforme pour l'essentiel et au code de conduite ESHS du DAO.

L'attestation de capacité financière quant à elle, libellée au nom d'un membre du groupement en lieu et place du nom du groupement, elle a été délivrée par la Banque Mauritanienne de l'Investissement (BMI) au nom de la société BIS-TP, membre du groupement en contradiction avec la clause 3.1 relative aux critères d'évaluation portant sur les capacités financières qui exige de fournir une attestation prouvant la capacité financière émise par une banque commerciale agréée d'au moins deux cents millions de francs (200.000.000) CFA pour le lot 1 pour toutes les parties combinées lorsqu'il s'agit de groupement.